

Ministres, députés et personnel péquistes plient vite bagages

■ QUÉBEC — Ministres, députés et attachés politiques péquistes se préparent en ce moment à plier bagages, vendredi au plus tard.

PIERRE VINCENT

Mais s'il devait survenir une catastrophe d'ici au jour de la passation des pouvoirs, prévue pour le milieu de la semaine prochaine, c'est l'équipe Johnson qui en assumerait la responsabilité.

«Par exemple, explique Pierre Perreault, attaché politique au cabinet du ministre de l'Environnement, Adrien Ouellette, si un train déraile en pleine ville de Québec et y déverse des produits toxiques, il nous reviendrait, à nous, de prendre les mesures qui s'imposent.»

Mais la tradition veut que le gouvernement sortant ne prenne pas de décisions engageantes avant l'arrivée du nouveau gouvernement, précise Jean K. Samson, conseiller en matières constitutionnelle et juridique dans le cabinet de Pierre Marc Johnson.

«Si nous étions au gouvernement fédéral et qu'il y ait une déclaration de guerre contre le Canada», ajoute M. Samson, le gouvernement en place, tant qu'il n'a pas offert sa démission au

gouverneur général, doit assumer la responsabilité des décisions à prendre dans de telles circonstances. Chez nous, dans le cas qui nous occupe, c'est la même chose. Tant que M. Johnson n'a pas remis la démission de son gouvernement au lieutenant-gouverneur et tant que ce dernier n'aura pas demandé à M. Bourassa de former un nouveau gouvernement, le gouvernement subsiste. Le temps de la passation des pouvoirs prend habituellement entre cinq et dix jours, mais ça peut tout aussi bien se faire en douze heures.»

Selon les indications fournies par le chef du PQ hier, en conférence de presse, la passation des pouvoirs devrait se faire au milieu de la semaine prochaine, au moment d'une rencontre entre MM. Johnson et Bourassa, le jeudi 12 décembre, au bureau du premier ministre à Montréal.

Dernier conseil péquiste

D'ici là, le chef du gouvernement sortant aura réuni, aujourd'hui à Québec, son Conseil des ministres une dernière fois. «Histoire de faire le bilan de la campagne électorale, d'expédier les affaires courantes et de discuter des modalités du départ», explique la directrice de cabinet de M. Johnson.

De son côté, le plus haut fonc-

tionnaire du gouvernement, Louis Bernard, n'a pas l'intention de trainer longtemps dans le décor. «Je recommanderai à M. Bourassa de me trouver un remplaçant le plus tôt possible», a confié à LA PRESSE le secrétaire général et greffier de la province, ajoutant toutefois qu'il ne veut pas mettre le nouveau chef de gouvernement dans l'embaras avec sa démission et laissant entendre qu'il sera prêt à demeurer en place le temps que M. Bourassa lui trouve un successeur. En 1976, son prédécesseur, Guy Coulombe, était demeuré en poste près d'un an après l'arrivée au pouvoir des péquistes.

Quant aux sous-ministres nommés par le PQ, M. Bernard estime que «l'attitude normale serait de commencer avec les gens en place et de procéder un peu plus tard à des ajustements, selon que les nouveaux ministres s'entendront ou pas avec eux-ci. Mais je ne prévois pas de difficultés particulières à ce niveau.»

Les attachés politiques

En ce qui concerne le personnel politique, le changement de gouvernement se vivra plus douloureusement que pour les fonctionnaires. Ils sont, selon Martine Tremblay, environ 600, si on inclut les attachés politiques et les

membres du personnel de soutien.

«Ils étaient entre 400 et 500 en 1976, sous l'ancien régime Bourassa, et ils sont en ce moment près de 20 p. cent plus nombreux qu'alors, estime Mme Tremblay. La différence entre hier et maintenant, c'est que les deux tiers d'entre eux sont régis par la loi 50 et, par conséquent, ils ne sont pas automatiquement intégrables à la fonction publique. En fait, seulement un tiers du personnel politique actuel, ceux qui étaient en fonction avant l'application de la loi 50, votée il y a cinq ou six ans, peuvent se prévaloir du droit à la sécurité d'emploi.»

Les autres, comme Pierre Perreault, n'auront droit qu'à une indemnité de licenciement équivalente, au maximum, à six mois de salaire.

«Si t'as besoin de confort et de sécurité, tu ne t'engages pas comme attaché politique», confie Pierre Perreault, 31 ans, qui s'estime, par ailleurs, très satisfait de ses quelques années passées dans le sillage du ministre Adrien Ouellette. «Ce fut la plus belle expérience de ma vie que de vivre près du pouvoir et près des ministres, de participer à des conférences nationales et internationales sur l'environnement. Si c'était à refaire, je le ferais.»

Johnson doit apprendre à diriger l'opposition et le Parti québécois

■ C'est une double transition qu'effectue actuellement Pierre Marc Johnson.

Une analyse de GÉRALD LEBLANC

Tout le monde pense bien sûr à la passation des pouvoirs qui se fera la semaine prochaine en faveur de Robert Bourassa.

Mais Pierre Marc Johnson avait déjà commencé, hier matin, la prise d'un autre pouvoir, celui de chef du Parti québécois, un parti orphelin depuis plusieurs mois.

C'est à la permanence du PQ, au 7370 Saint-Hubert, que le premier ministre a donné hier sa conférence de presse. C'est là qu'on le verra de plus en plus souvent au cours des prochaines années.

Les années de pouvoir sont des années de vaches maigres pour un parti politique. C'est dans l'opposition que renait le militantisme. La perte de limousines et d'employés payés par l'État amène le chef à retourner vers les bénévoles de sa formation. (Ce sont d'ailleurs les attachés politiques de ministres qui ont constitué l'épine dorsale de la machine péquiste durant la campagne électorale.)

Nadia Assimopoulos, vice-présidente du PQ et candidate défaité dans Marquette, était elle

aussi aux quartiers généraux du parti hier.

«Ils ont discuté d'une sorte de transmission du pouvoir que Mme Assimopoulos assume, à toutes fins utiles, depuis près d'un an», a dit un des collaborateurs de M. Johnson.

C'est elle qui a assuré l'interim entre la démission de M. Lévesque et l'élection de M. Johnson. Ce dernier étant devenu premier ministre en même temps que chef de parti, il n'a pas vraiment eu le temps de s'installer rue Saint-Hubert.

C'est de là que partira son effort pour reconstruire le puissant parti politique que la ferveur indépendantiste et social-démocrate avait érigé au début des années 70. Déjà relégué au second plan par la prise du pouvoir, démobilité par la défaite du référendum en 1980 et déchiré par le schisme des orthodoxes le printemps dernier, le PQ de la belle époque n'existe plus.

La défaite de lundi soir n'avait rien du caractère dramatique des soirées de deuil auxquelles nous avait habitués René Lévesque et ses principaux collaborateurs. «L'ère des psychodrames est révolue», confiait à LA PRESSE Jean Fournier, un des deux co-directeurs de la campagne péquiste.

Les commentateurs disent que M. Johnson a sauvé les meubles,

qu'il a empêché le PQ d'être rayé de la carte électorale, comme le laissaient entrevoir les sondages au début de l'été, juste avant la démission de René Lévesque.

«Sauver le parti de la disparition», a répondu M. Johnson lui-même aux journalistes lui demandant ce qu'il avait accompli durant la campagne électorale.

M. Johnson avait laissé entendre qu'il entendait changer les structures du parti afin de lui accorder une direction différente de celle du gouvernement. C'était dans l'éventualité d'une prise du pouvoir qui n'est pas venue lundi.

«J'entends maintenant continuer à assumer pleinement la présidence du parti qu'il faut remobiliser et remettre», a dit M. Johnson hier. Il faudra notamment, selon lui, attirer de nouvelles gens et doter le parti d'un programme adapté aux exigences de demain.

Le chef péquiste ne prévoit pas de tensions importantes au sein de sa formation politique à la suite de la défaite cuisante qu'elle vient d'essuyer aux mains des libéraux.

En 1981, Claude Ryan s'était retrouvé dans l'opposition avec un groupe de députés qui lui étaient en général hostiles. Ils ont vite eu fait d'obtenir sa démission.

Pierre Marc Johnson sera plus chanceux. Des 23 députés péquistes élus lundi, 18 l'ont appuyé lors de la course au leadership. Parmi ses rivaux au leadership, seul Jean Garon a été réélu, Louise Harel et Denis Perron étaient avec Pauline Marois tandis que Hubert Desbiens s'était rangé derrière Jean Garon.

Le jeune chef péquiste jouit aussi d'un avantage qu'avait en vain souhaité M. Lévesque. Les indépendantistes «durs», les orthodoxes, sont maintenant à l'extérieur du PQ et disposent de leur propre formation, le PI ou le RDI.

Pierre Marc Johnson aura donc quatre ans pour finaliser l'opération commencée l'été dernier: rebâtir le PQ à partir des débris laissés par la défaite du référendum, le schisme des orthodoxes et le départ du fondateur du PQ.

Frank Miller n'a pas réussi à conserver l'héritage de William Davis en Ontario. John Turner se débat encore avec Jean Chrétien pour assurer la succession de Pierre Trudeau. Comme eux, Pierre Marc Johnson doit remplacer un monument et rebâtir un parti au lendemain d'une cuisante défaite.

C'est son premier défi, plus important même que son nouveau rôle de chef de l'Opposition officielle.

Lise Bacon sera nommée vice-premier ministre

■ Mme Lise Bacon, femme d'affaires et ex-ministre, agira en qualité de vice-premier ministre au sein du nouveau gouvernement de Robert Bourassa.

M. Ronald Poupart, porte-parole libéral, a fait savoir hier que Mme Bacon, âgée de 51 ans, sera officiellement nommée à ce poste la semaine prochaine, lors de l'assermentation du nouveau cabinet.

Cette nomination a causé une certaine surprise, car la plupart des observateurs pensaient que ces fonctions seraient confiées à M. Gérard-D. Lévesque, ex-leader de l'opposition en Chambre, qui compte 29 années d'expérience au sein de l'Assemblée nationale.

Mme Bacon, ancienne présidente du Parti libéral du Québec, est l'une des 14 femmes au nombre des 99 libéraux élus lors du balayage de lundi. Quatre femmes comptent parmi les candidats du Parti québécois qui ont enlevé les 23 autres sièges.

Ancienne administratrice d'une société d'assurance-vie, Mme Bacon avait été élue pour la première fois en 1973, au début du second mandat de M. Bourassa en tant que premier ministre. Elle servit comme ministre d'État aux Affaires sociales, avant de se voir confier



Lise Bacon

les portefeuilles de la Protection des consommateurs et de l'Immigration.

Elle fut défaité aux élections de 1976. Durant les deux années suivantes, elle assumait les fonctions de juge fédéral de la citoyenneté, puis elle retourna à l'Assemblée nationale aux élections de 1981.

Mme Bacon a été réélue lundi dans sa circonscription de Chomedey, avec une majorité de près de 15 000 voix.

Les grévistes de la SAQ croient que le PLQ leur doit quelque chose

■ «On a aidé le Parti libéral à battre le PQ. On veut se faire payer maintenant!»

MICHEL GIRARD

Ces propos d'un gréviste de la Société des alcools résument bien les raisons qui ont motivé les employés en grève de la SAQ à se rassembler, hier, à la permanence du Parti libéral pour réclamer la signature de leur nouvelle convention de travail.

Arrivés au local libéral vers la fin de la matinée, la soixantaine de grévistes ont réclamé une rencontre immédiate avec le porte-parole du PLQ dans le dossier de la SAQ et député de Laporte, André Bourbeau.

Peu de temps après, M. Bourbeau arrivait sur les lieux, prêt à recevoir la pluie de revendications des employés des magasins de la SAQ.

Les grévistes lui ont demandé d'intervenir rapidement auprès du nouveau chef du gouvernement, Robert Bourassa, afin qu'il mette fin au conflit de travail. M. Bourbeau a promis de faire le message au premier ministre.

Les employés des succursales ont clairement indiqué qu'il n'était pas question pour eux de rentrer au travail sans obtenir, au préalable, une nouvelle convention collective.

Quelques minutes plus tôt, M. Bourbeau leur avait suggéré de poser un geste de bonne foi en rentrant au travail. La réponse est venue rapidement: «Comment ça, poser un geste de bonne foi. Cela fait un an qu'on est sans convention collective. On ne rentrera pas tant qu'on n'aura pas une convention signée», a-t-on lancé du fond de la salle, sous les applaudissements des grévistes.

La seule promesse que le député libéral a pu faire: saisir le premier ministre de leur dossier.

Les grévistes ont par ailleurs réclamé la démission de tous les membres du conseil d'administration de la SAQ. Là-dessus, M. Bourbeau leur a dit qu'il était personnellement d'accord avec cette demande, d'autant plus qu'il en avait lui-même fait publiquement la demande au cours de la campagne électorale.

Il a finalement promis que le prochain gouvernement fera son possible pour accélérer les négociations. Mais il n'a pas voulu prendre d'engagement au nom du gouvernement, si ce n'est de leur donner l'assurance que la privatisation de la SAQ n'est pas prioritaire aux yeux des libéraux.

Les grévistes sont donc restés sur leur soif... tout de même satisfaits de voir que M. Bourbeau avait répondu à leur appel.



Photo Robert Nodon, LA PRESSE

Au lendemain de la défaite, Marcel Léger a retrouvé sa fougue de politicien. À l'aide d'un exemplaire de LA PRESSE, il explique la cause de l'échec des péquistes dans certains comtés du nord-est de l'île de Montréal.

Chez Léger, la «bête politique» reprend rapidement le dessus

■ Marcel Léger a pleuré deux fois au cours de la soirée de lundi. La première fois, c'était de joie; la télévision venait d'annoncer son élection. La deuxième, parce que c'était la fin: son adversaire libéral venait finalement d'être élu avec 1882 voix de majorité.

PIERRE GINGRAS

Marcel Léger était député de Lafontaine depuis 1970. Il était le seul péquiste de la première heure à être demeuré au poste sans interruption.

Mais hier, après 42 jours d'une campagne électorale qui a mal fini, l'ex-député de Lafontaine avait mis les émotions de côté. La «bête politique», comme il se définit lui-même, a vite repris le dessus. Il est prêt à recommencer.

Quand deux ou trois personnes viennent le saluer spontanément, comme ce fut le cas hier, dans un petit bar de l'ouest de la ville, c'est comme si la campagne électorale n'était pas encore terminée.

«J'aimerais remonter à neuf l'organisation nationale du parti, confie-t-il. Il faut réorganiser la base, comté par comté, stimuler les troupes à nouveau. Faire un parti qui n'est pas fait de gens intellectuels mais de gens qui peuvent parler au monde ordinaire. On doit se préparer immédiatement pour la prochaine élection qui aura lieu dans deux ans, dit-il. Jamais Bourassa n'a terminé un mandat. Il faut faire en sorte que l'élection des libéraux soit un accident de parcours.»

À défaut de victoire du parti, Marcel Léger aurait aimé être dans l'opposition. Il le répètera plusieurs fois au cours de l'entre-voie. Il est d'ailleurs le seul péquiste qui possède de l'expérience dans ce domaine.

Il explique la défaite de lundi par le taux d'abstention des électeurs, une organisation nationale sans expérience suffisante et par la maladresse dont a fait preuve le gouvernement lors de l'application des programmes d'austérité.

«Nous avons assumé nos responsabilités mais de façon malhabile. Les fonctionnaires ont

compris, par exemple, qu'on réduisait leur salaire alors qu'en réalité, on diminuait la hausse prévue. Aujourd'hui, ils ont leur revanche. Ils resteront pris avec Bourassa. Ils ont voté libéral ou se sont abstenus de voter.»

Au sujet de l'organisation de la campagne nationale, il se fait critique. «Une campagne à la direction et une campagne électorale, ce n'est pas la même chose. Orienter la campagne sur le chef était une bonne chose, mais il aurait fallu, comme les libéraux, parler davantage de l'équipe et utiliser les gros canons du parti, notamment Jean Garon.»

Quant à sa défaite personnelle, il l'attribue avant tout à la communauté italienne de son comté, soit 8500 électeurs qui, selon lui, ont voté en bloc pour le libéral Gobé.

«Pourtant, j'ai essayé de les convaincre en étant présent chez eux. Je suis allé les voir à maintes occasions. J'ai vécu des événements avec eux. Je leur ai obtenu des subventions. Je parlais même quelques mots d'italien pour les saluer ou pour amorcer une conversation.»

Il affirme que les Italo-Québécois sont responsables de la victoire des libéraux dans sept comtés du nord-est de l'île de Montréal et qu'ils ont presque causé la défaite de Pierre Marc Johnson dans Anjou.

M. Léger considère aussi que les sondages ont nui au PQ. Selon lui, on devrait les interdire durant les deux semaines précédant l'élection, pour éviter que ce soit les sondages qui soient responsables du vote.

«Le parti estimait qu'avec 44 p. cent des votes, nous gardions le pouvoir. Trois jours avant l'élection, notre cote était de 42 p. cent. Et puis il y a eu cette avalanche de sondages de la fin de semaine. Deux p. cent du vote, cela peut signifier la différence entre une victoire ou une défaite dans une trentaine de comtés.»

Que compte-t-il faire dans les mois qui viennent? Travailler, bien sûr. Pour le PQ, si le parti le veut bien, on encore faire des analyses politiques à la radio et, préférentiellement, à la télévision. Peut-être enseigner la politique, confie-t-il. Une bête politique, disait-il...

Québec 85

BIEN À L'AISE AUX HÉC ET DANS SES CAUSERIES

Parizeau croit que l'indépendance est toujours un projet « rentable »



Jacques Parizeau

■ Jacques Parizeau est toujours d'avis que bon nombre de Québécois sont favorables à l'indépendance politique du Québec et son association économique avec le reste du Canada, et que ce nombre augmenterait si un parti se donnait la peine d'en faire la promotion.

PIERRE VENNAT

Nullement surpris du résultat des élections de lundi, l'ancien ministre des Finances, redevenu professeur à l'École des Hautes-Études commerciales, a révélé à LA PRESSE hier qu'un sondage Sorecom réalisé dans les derniers jours de la campagne électorale a démontré que 34 p. cent de la population québécoise et 39 p. cent des francophones étaient favorables à la souveraineté-asso-

ciation ainsi définie: «L'indépendance politique du Québec et l'association économique avec le reste du Canada.»

«C'est pas mal plus clair que la question du référendum», dit M. Parizeau, qui fait remarquer que cet étonnant résultat fait suite à une campagne électorale où il n'en fut pas du tout question.

L'ancien grand argentier du Québec, toujours farouchement indépendantiste, réitère donc que le PQ a commis une erreur magistrale en laissant tomber son option à compter de novembre 1984. Compte tenu que 8 p. cent des répondants avaient déclaré qu'ils «ne savaient pas» s'ils étaient pour ou contre l'idée et que 7 p. cent se disaient indécis, M. Parizeau croit qu'une campagne bien faite aurait pu mobiliser l'opinion publique.

M. Parizeau affirme toutefois n'entretenir aucun projet d'avenir en politique.

Il estime qu'il ne conviendrait pas qu'il se mêle activement des discussions que tiendra le Rassemblement démocratique pour l'indépendance durant les prochains mois pour décider s'il se transformera ou non en parti politique. Militant indépendantiste, M. Parizeau est toutefois sympathisant du RDI et participe, à l'occasion, à certaines de ses activités.

L'ancien ministre, qui fut conseiller de nombreux premiers ministres depuis Jean Lesage, n'a pas l'intention, non plus, de rédiger ses mémoires, comme le fera René Lévesque. Il se dit fort heureux de son travail aux HEC et des nombreuses causeries à caractère économique qui l'amenent dans tous les coins du pays.

Le résultat des élections pourrait accélérer la transformation du RDI

■ Le balayage libéral de lundi soir et le fait que Pierre Marc Johnson, «champion de la mise en veilleuse» de l'option indépendantiste du Parti québécois, n'ait fait élire que 23 députés, fouette l'ardeur de ceux qui veulent l'émergence d'un nouveau parti indépendantiste au Québec.

PIERRE VENNAT

Le Rassemblement démocratique pour l'indépendance, qui regroupe la majeure partie des indépendantistes qui ont quitté le PQ à la suite du congrès de janvier dernier, réunit son comité exécutif vendredi soir. Samedi, ce sera au tour de sa commission d'orientation, laquelle choisira la date du congrès du printemps prochain.

Les participants à ce congrès auront aussi à adopter le programme du nouveau mouvement et à décider si le RDI se transformera en parti politique.

De son côté, le Parti indépendantiste, dirigé par Denis Monière, qui a fait piètre figure lundi en n'obtenant que 0,43 p. cent des voix, a annoncé la tenue d'un congrès de fondation pour le printemps. Il n'est pas impossible que celui-ci coïncide avec celui du RDI.

La présidente du RDI, Denise LeBlanc-Bantey, ancienne ministre de la Condition féminine au sein du gouvernement Lévesque, et son collègue Gilbert Paquette, qui préside maintenant la Commission politique du RDI après avoir été ministre de la Science et de la Technologie, ont tous deux déclaré à LA PRESSE qu'ils ne croyaient pas qu'il soit

possible aux indépendantistes de reprendre le contrôle du PQ.

La majorité des 23 députés péquistes élus, ont-ils dit, sont «johnsonistes» et partisans de la mise en veilleuse de l'option indépendantiste du PQ.

Le secrétaire-général du RDI, Roger LeClerc, ancien membre du comité exécutif du Parti québécois, a pour sa part affirmé à LA PRESSE sa conviction que le résultat des élections de lundi accélérera le processus de transformation du RDI en parti.

Mme LeBlanc-Bantey a par ailleurs émis l'opinion que si le PQ n'avait pas décidé de mettre en veilleuse son option, il n'aurait pas connu une telle déconfiture électorale. Ne serait-ce que parce qu'il aurait conservé son unité. «Dans plusieurs comtés, non seulement d'anciennes vedettes du parti l'avaient-elles quitté, mais surtout des centaines d'organisations et de militants, sans lesquels on ne peut gagner une élection, et qui sont sortis meurtris des débats de janvier dernier.»

L'éventuelle nouvelle formation devra inclure dans ses rangs les indépendantistes «plus pressés» qui se sont lancés dans la bagarre sous la bannière du PI. Tant pour Mme LeBlanc-Bantey que pour M. Paquette, il n'y a pas de place pour deux partis indépendantistes au Québec.

Hier, l'ancien président de la SSJB de Montréal, Gilles Rhéaume, également membre du RDI, a fait part à LA PRESSE de son intention de tenter de provoquer une rencontre entre les deux comités exécutifs et même avec le Mouvement socialiste qui, lui aussi, s'affiche indépendantiste.



Denise LeBlanc-Bantey

L'UPA ne veut pas de Pierre Paradis

■ QUÉBEC (PC) — L'agriculture a eu une place de choix à l'intérieur de la philosophie et de la pensée globale de l'ancien gouvernement et je suis fier de le reconnaître.

BERNARD RACINE

C'est ce qu'a déclaré hier le président de l'Union des producteurs agricoles Jacques Proulx, en commentant les résultats de l'élection générale lors d'une conférence de presse tenue à l'ouverture du 61e congrès de l'organisme.

L'UPA va travailler pour que l'agriculture occupe dans la philosophie du nouveau gouvernement la même place qu'elle occupait dans celle de l'ancien gouvernement.

L'UPA n'a pas de suggestion à faire quant au prochain ministre de l'Agriculture, a dit M. Proulx.

«Il n'y en a rien qu'un qu'on ne veut pas voir. C'est clair depuis longtemps et ça continue d'être clair. On l'a dit publiquement et on est capable de le répéter, c'est bien évident», a dit M. Proulx,

sans cependant dire à qui il faisait allusion.

Devant l'insistance des journalistes, M. Proulx a cependant fini par nommer l'indésirable. Il s'agit du député de Brome-Missisquoi Pierre Paradis. Le député appartient à une étude d'avocats qui se spécialise dans le droit agricole qui a été appelée dans le passé à défendre des intérêts allant à l'encontre des objectifs de l'UPA.

M. Proulx a déclaré aux journalistes qu'il ne savait pas si le député de Maskinongé Yvon Picotte ferait un bon ministre de l'Agriculture. Depuis quelque temps, M. Picotte était le porte-parole de l'opposition en questions agricoles.

«Je n'ai aucune idée. Je connais M. Picotte, mais je ne sais pas ce qu'il serait capable de faire comme ministre.»

M. Proulx croit cependant qu'il ne faut pas s'en faire. Il y avait eu des ministres de l'Agriculture avant M. Garon et il y en aura d'autres après lui, a-t-il dit, avant de faire un court bilan de l'action de M. Garon et du Parti québécois dans le domaine de l'agriculture.

Le père Gédéon: «Le goût du changement»

■ Le Père Gédéon a tout compris du balayage libéral d'avant-hier: «Quand un gouvernement gouverne en temps de crise, il ne peut faire autrement que de s'aliéner une bonne majorité de la population. Y compris ses plus fidèles supporteurs. Peu importe le parti.»

PIERRE BELLEMARE

Conférencier hier devant la Chambre de Commerce de la Rive-Sud, Doris Lussier a fait rire plus de 450 convives. Dans les coulisses, il confiait à LA PRESSE: «Ça me fait penser au balayage conservateur de septembre 1984. Les gens avaient le goût du changement. Ils auraient aimé faire confiance à Pierre Marc Johnson, mais le goût du changement...»

Lui-même candidat péquiste dans Matapédia en avril 1970, Doris Lussier a servi une bonne brochette de blagues, particulièrement appréciées par ces

gens, habitués à des propos plus austères.

«L'opposition, a-t-il dit, c'est comme le mariage. Ce n'est pas drôle, le devoir, quand on n'a pas le pouvoir.»

Le père Gédéon a su captiver son auditoire en abordant ses thèmes favoris: les fonctionnaires et de la politique, Pleurant, ou presque, sur le sort des «pauvres» fonctionnaires, il a lancé d'un ton lyrique: «Sans vous (les fonctionnaires), les politiciens ne seraient que ce qu'ils sont». Pour ensuite envahir le «royaume des femmes». «Les femmes nous sont tellement supérieures que je m'étonne qu'elles tiennent tant à être nos égales.»

Rappelant enfin le souvenir de John Diefenbaker, Lussier a soutenu: «La Chambre des Communes, c'est comme un hôpital psychiatrique, sauf qu'elle est dirigée par ses propres patients». Et cette toute dernière: «La politique s'apparente à la musique et à la prostitution: il faut commencer jeune.»

Le PC-Québec, un rêve évanoui

■ OTTAWA — La déconfiture encaissée par les conservateurs provinciaux d'André Asselin à l'élection de lundi a jeté une douche d'eau froide sur le vieux projet d'un PC-Québec.

«Quand les deux principaux partis obtiennent 95 p. cent du vote, c'est pas le temps de te lancer là-dedans», a expliqué hier le responsable de l'organisation au Québec, M. Roch LaSalle.

Pour le ministre fédéral des Travaux publics, la décision des

toriques fédéraux pourrait être largement influencée par l'orientation que donnera le chef péquiste Pierre Marc Johnson à son parti. «On ne devrait pas faire un geste (sur un parti provincial) avant que le PQ ait fait son virage», a dit M. LaSalle.

Tout en expurgeant son parti des orthodoxes indépendantistes, M. Johnson a réussi à conserver 38 p. cent du vote. S'il continue à mettre en veilleuse l'option souverainiste du PQ et à se maintenir au centre, il ne laissera guère

de place pour l'arrivée d'une nouvelle formation dans l'arène provinciale, estime M. LaSalle.

Pierre Cadieux, député de Verdun et président du caucus conservateur au Québec, avoue n'avoir guère dépensé d'énergie sur cette question. «Personnellement, je n'ai jamais pensé à cela», a-t-il dit.

Pour M. LaSalle qui, comme M. Asselin, avait mordu la poussière en 1981 dans sa tentative de tracer une troisième voie au Québec en ranimant de ses cendres

l'Union nationale, les conservateurs devraient à la lumière des résultats de lundi bien prendre le temps de reconsidérer ce projet, longuement caressé par certains torques québécois, de fonder un parti distinct sur la scène provinciale.

«Faut d'abord voir s'il y a un véritable vacuum», estime M. LaSalle. Le PC de M. André Asselin n'a recueilli qu'un pour cent des votes, seulement cinq p. cent du suffrage allant aux formations autres que le PQ ou le PLQ.

ÉLECTOGRAMMES

Lévesque: aucun commentaire

■ Pour la première fois depuis 25 ans, René Lévesque n'est pas au cœur de la vie politique québécoise. Et il ne veut à aucun prix se laisser entraîner, directement ou indirectement, dans la tourmente électorale. Jointe hier par téléphone à Paris, où le couple Lévesque est en vacances, Corinne Côté-Lévesque a dit à LA PRESSE que son mari ne voulait accorder aucune entrevue durant leurs deux mois de vacances.

L'ancien premier ministre ne veut même pas parler de son expérience de suivre une campagne électorale aussi loin du feu de l'action. Mme Côté-Lévesque ne veut pas non plus nous dire les sensations provoquées par ce nouveau statut d'observateur détaché. «Nous avons décidé de prendre de vraies vacances. Le seul moyen de le faire, c'est de ne pas commencer le jeu des entrevues. Pas même des conversations informelles», a dit Mme Côté-Lévesque.

«Le Monde» et la fin du rêve...

■ Seul quotidien français à rendre compte des élections québécoises, en raison du décalage horaire, le journal *Le Monde* consacre hier en première page un article au scrutin, titré sur quatre colonnes: «La fin du rêve québécois». On y lit qu'une page est désormais tournée au Québec. Et quelle page. C'est la fin d'une époque faite de grands rêves et d'amères déceptions.

Selon le journal parisien, c'est l'ex-premier ministre Lévesque qui porte une large part la responsabilité de l'échec car il a trop attendu pour passer la main: «Son grand tort fut sans doute de vouloir trop durer, empêchant d'agir ceux qui, tel Pierre Marc Johnson, étaient prêts aux ajustements nécessaires pour assurer durablement leur pouvoir. Aujourd'hui, les électeurs du Québec aspirent moins au changement qu'à assimiler les bouleversements intervenus depuis un quart de siècle.»

La majorité de Parent est réduite

■ Un recomptage effectué hier dans la circonscription de Bertrand — comme dans les 121 autres au Québec — a réduit à 229 voix la majorité du député péquiste Jean-Guy Parent sur le chef libéral, Robert Bourassa. Celui-ci a obtenu 16 952 voix contre 17 181 à M. Parent. Même si la différence est moindre que le nombre de bulletins rejetés, M. Bourassa a fait savoir hier qu'il n'entendait pas demander un recomptage judiciaire. Par ailleurs, 87,5 p. cent des électeurs inscrits se sont prévalus de leur droit de vote dans cette circonscription, preuve de l'intérêt suscité par l'élection et de la qualité des deux organisations.

Minces majorités

■ C'est M. Parent qui, de tous les péquistes élus, a obtenu la plus mince majorité. Mais six autres députés de la nouvelle opposition ont gagné leur siège par moins de 1000 voix, dont M. Pierre Marc Johnson. Son avance n'est que de 354 voix. La plus petite majorité appartient toutefois au libéral Jean-Guy Saint-Roch qui a reçu seulement 102 suffrages de plus que le ministre Michel Clair dans Drummond. Le soir de l'élection, sa majorité n'était que de 18 voix mais elle a quelque peu engraisé au recomptage d'hier. Sept autres députés libéraux ont obtenu des majorités de moins de 1000 voix, dont Ghislain Maltais (168), dans Saguenay, et Jean-Guy Gervais (216) dans l'Assomption.

Échec du Parti indépendantiste

■ Les candidats du Parti indépendantiste de Denis Monière ont fait piètre figure à l'élection de lundi. Seul Pierre de Bellefeuille, qui était député de Deux-Montagnes depuis 1976, a obtenu plus que quelques centaines de voix. Et encore, avec 2265 suffrages, il se classe troisième, très loin derrière l'élue libérale, Yolande D. Legault (14920) et le candidat péquiste Yves Lauzon (11441). Certains candidats du PI peuvent toutefois se vanter d'avoir fait perdre le péquiste. Dans l'Assomption et Saguenay, le porte-couleur de ce parti a en effet obtenu plus de voix que la majorité du libéral sur le péquiste. Le président du parti, Denis Monière, et le «candidat vedette» Gilles Rhéaume ont eu bien peu de succès, n'obtenant respectivement que 407 et 453 voix.

Déroute de l'Union nationale

■ Parmi les chefs de «grands» partis, c'est toutefois celui de l'Union nationale, André Léveillé, qui a le plus mal fait, dans Maisonneuve, n'obtenant que 337 voix. Le chef du PCQ, André Asselin, a été le meilleur des tiers partis en recevant 5419 suffrages dans l'Assomption. Celui du NPD, Jean-Paul Harney, en a reçu 2758 dans Louis-Hébert.

Pierre MacDonald domine

■ C'est le libéral Pierre MacDonald, dans Robert-Baldwin, qui a obtenu la plus forte majorité avec 22260 voix. Ses collègues Herbert Marx, dans D'Arcy McGee (21497), et Joan Dougherty, dans Jacques-Cartier (20471) ont été les seuls autres à dépasser les 20000 voix. C'est toutefois, comme toujours, M. Marx qui a obtenu le plus fort pourcentage de voix.

Comme au référendum...

■ Les résultats de l'élection ressemblent beaucoup à ceux du référendum, alors que le OUI n'avait été majoritaire que dans une vingtaine de circonscriptions. Et ce sont à peu près toutes les mêmes, à l'exception notable de Rimouski où le ministre Alain Marcoux a subi la défaite à la surprise d'à peu près tout le monde.

Étudiants sans illusions

■ Les étudiants ne se font pas d'illusions sur l'élection du Parti libéral. Si les résultats étaient prévisibles, ils ne représentent pas pour autant une assurance que leurs conditions de vie et d'étude vont s'améliorer. C'est ce qu'a déclaré hier François Giguère, porte-parole de l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec, en soulignant que l'ANEQ continuera à défendre les revendications étudiantes, sans attendre de cadeaux du nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie.

Le MNQ sera vigilant...

■ La vague rouge qui a déferlé lundi sur le Québec n'étonne pas outre mesure Roland Chaussé, président du Mouvement national des Québécois, qui a affirmé que cet organisme, fort de 165 000 membres, allait adopter une attitude vigilante à l'endroit du nouveau gouvernement. Celui-ci, a ajouté M. Chaussé, aura fort à faire pour réaliser les promesses électorales tenant parfois de l'utopie dont le PLQ a inondé les électeurs tout au long de la campagne. Quoi qu'il advienne, le MNQ ne tolérera aucun recul en ce qui a trait aux acquis favorisant l'épanouissement de la collectivité québécoise.

Juger l'arbre à ses fruits...

■ Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec préfère juger l'arbre à ses fruits avant de se réjouir du résultat des élections de lundi. Dans cette optique, le SPGQ ne croira au changement promis avec la venue d'un nouveau gouvernement que lorsqu'il l'aura constaté. Le premier test, souligne-t-il dans un communiqué, sera l'importance qu'on accordera aux trois priorités avancées dans le manifeste du SPGQ publié le mois dernier: la qualité des services, la gestion dans le respect des ressources humaines et les relations de travail.

Peterson: regain de vie libéral

■ Le premier ministre de l'Ontario, David Peterson, voit dans la victoire des libéraux de Robert Bourassa un signe de la résurgence de l'idéologie libérale au Canada. Il signale que ce succès libéral au Québec suit la prise du pouvoir par les libéraux en Ontario et deux victoires libérales à des élections complémentaires à l'Île-du-Prince-Édouard. «Il ne fait pas de doute que l'élection québécoise va contribuer à améliorer les relations entre le Québec, l'Ontario et le gouvernement fédéral.»

Mais la victoire libérale au Québec, a prévenu M. Peterson, ne signifie pas la fin du «séparatisme». «Je ne crois pas que le Parti québécois soit mort», a-t-il dit. Pierre Marc Johnson est l'un des personnages les plus impressionnants de la scène politique canadienne et on ne peut pas ne pas en tenir compte.»

Québec 85

CÉCILE VERMETTE

« Je voulais tellement... »

■ Quand elle a vu le bleu du ciel et le soleil radieux, hier matin, Cécile Vermette s'est dit : « Ah ! Quelle belle journée pour faire du porte-à-porte ! » Puis elle s'est rappelé que, nageant contre la vague libérale, elle avait bel et bien été élue la veille dans Marie-Victorin.

HUGUETTE ROBERGE

Ce fut une impressionnante victoire personnelle que celle de cette femme de 40 ans, au passé d'infirmière et de citoyenne impliquée, remportée aux dépens du libéral Guy Pratt, parti avec une longueur d'avance.

« J'avais de bons atouts. Une organisation bien en place et un comté à 90 p. cent francophone qui avait opté pour le « oui » au référendum. Il reste que je parlais de loin, puisque mon adversaire avait remporté ce comté dans une élection complémentaire et qu'il avait des racines profondes ici, son père ayant occupé la mairie pendant une trentaine d'années. De plus, la caisse du parti était pratiquement vide. Nous avons travaillé fort. Je voulais tellement... »

Après des études classiques suivies d'une formation d'infirmière, Cécile Vermette a poursuivi des études qui l'ont dotée de trois certificats, en gestion hospitalière, en santé et sécurité du travail, et en relations industrielles. Elle a pratiqué sa profession d'infirmière pendant quelques années, surtout à l'urgence de trois hôpitaux de la région de Montréal. Mme Vermette a occupé le poste de présidente du conseil d'administration de l'hôpital Charles-Lemoyne et siège aujourd'hui au Conseil des services essentiels. Elle a été mariée, et la campagne électorale a passionné ses deux enfants, Christian et Geneviève, qui ont aujourd'hui 16 et 13 ans. Elle est divorcée.

« Le porte-à-porte m'a permis de mieux connaître la population de ce comté où vivent côte à côte des gens de toutes les classes sociales, des professionnels à l'aise, mais aussi beaucoup de personnes âgées, beaucoup de femmes monoparentales, beaucoup d'assistés sociaux. Je connais leurs besoins, je parle leur langage. »

La soirée des élections a provoqué en elle des sentiments mitigés.

« Le plaisir de la victoire, bien sûr, dit-elle. Mais aussi, en même temps, la déception de constater la déroute du Parti québécois et le poids de la responsabilité. Nous sommes si peu nombreux d'élus péquistes qu'il nous faudra, chacun, travailler comme trois. Et puis, il y a des pertes qui font très mal, celle de Pauline Marois en particulier. »

Et maintenant... Où se voit-elle dans le cabinet « fantôme » du chef de l'opposition Pierre-Marc Johnson ?



Cécile Vermette, député péquiste de Marie-Victorin.

« En raison de ma formation et de ma condition de femme chef de famille, je me sens très concernée par les questions de santé et de politique familiale. Et je sais que ces questions touchent aussi beaucoup les gens de ma circonscription. »

Féministe, Cécile Vermette ?

« Certainement pas une féministe en guerre, affirme-t-elle en riant. Mais, disons, une féministe prudente, qui s'efforce d'être réaliste. Si je dois me qualifier, je dirais que je suis avant tout une femme d'action, pragmatique, avec une bonne capacité de synthèse. J'aime les risques bien calculés et j'agis en fonction d'objectifs précis. Je crois qu'il sera possible, sur certains points, d'établir une solidarité de base entre les 18 femmes de l'Assemblée nationale. »

« Pourquoi pas ? Durant cette campagne, Pierre Marc Johnson n'a cessé de parler de maturité, de réalisme, d'ouverture, qualités qui dépassent l'esprit partisan. C'est de cette maturité que les femmes-députées feront bientôt la démonstration à Québec. »

VIOLETTE TRÉPANIÉRIE

Prêcher d'abord par l'action

■ « Violette Trépanier, députée de Dorion ! » dit-elle en riant, la main tendue. Les yeux sont cernés, mais le sourire en dit long sur la joie qui habite la nouvelle élue. Qui a attendu quatre ans pour faire le saut en politique, famille oblige...

HUGUETTE ROBERGE

D'abord professeur de français aux niveaux secondaire et collégial, puis à l'éducation des adultes, Violette Trépanier quitte l'enseignement en 1981 pour « la politique bénévole » au sein de l'organisation libérale, dont elle assumera la vice-présidence jusqu'en mars dernier.

« J'avais été invitée à devenir candidate en 1981, mais j'ai préféré attendre un peu, parce que mes fils étaient alors un peu jeunes. Aujourd'hui, mon mari André, et mes enfants sont ravis de ma victoire, et d'autant plus qu'ils savent à quel point je tiens à ma vie de famille. »

Les fils, Jean-François et Guy, ont maintenant 12 et 16 ans. Violette Trépanier entame sa quarantaine et sa carrière en politique active, avec enthousiasme. On dit qu'elle pourrait accéder au conseil des ministres... Qu'en dit-elle ?

« Je ne connais pas de député qui refuserait d'entrer au cabinet. Je suis, bien sûr, disponible, pour toute tâche que le premier ministre voudra me confier. Mais j'ai d'abord postulé la fonction de députée de Dorion. C'est celle qui compte le plus pour moi présentement. »

Violette Trépanier se dit très contente de l'arrivée de 18 femmes à l'Assemblée nationale, dont 14 au sein de l'équipe libérale.

« Nous avons des représentantes de tous les milieux : professionnelles, femmes d'affaires, et une femme au foyer. Cela prouve que nous avons fait un bon recrutement de candidates. »

Prêcher par l'action

Elle n'a jamais milité dans les mouvements féministes et refuse l'étiquette. « Je préfère prêcher par l'action. On m'a toujours considérée, avec raison je crois, comme une ouvreuse de portes et une rassembleuse. J'aime travailler en équipe, avec les femmes et les hommes. Et je serai de celles et de ceux qui vont faire avancer le dossier de la condition féminine au Québec. »

Si, justement, elle héritait du dossier de la condition féminine, s'y sentirait-elle à l'aise ?

« Oui, je me sentirais à l'aise dans ce dossier, mais davantage encore en tant que libérale qu'en tant que femme, parce que notre parti a conçu un programme important, solide, en matière de condition féminine. Il apparaît normal que le poste soit occupé par une femme, mais le dossier doit intéresser et impliquer tout le monde, hommes et femmes. »



Violette Trépanier, députée libérale de Dorion.
photo J.-Y. Létourneau, LA PRESSE

À propos des services complets de planning, incluant l'avortement, dans les CLSC, la députée de Dorion se dit assurée de leur maintien : « On ne reviendra jamais en arrière là-dessus. Personnellement, je crois qu'il faut absolument et d'abord protéger les femmes. Si elles doivent subir un avortement, que ce soit dans les conditions les plus saines, les plus sûres. »

Sur la question des programmes d'accès à l'égalité, Mme Trépanier ne se fixe pas d'échéance : « Avant d'avancer, il faut d'abord prendre connaissance de la situation d'où on part. »

La formation du cabinet libéral ne risque-t-elle de laisser des candidats blessés, frustrés. Ils sont si nombreux.

« Vous avez raison de parler d'un gros embarras du choix pour le premier ministre, parce que les compétences sont nombreuses et très grandes au sein de la nouvelle députation libérale. Mais, vous savez, la tâche est tellement énorme, lance Violette Trépanier, qu'il y a du boulot pour tout le monde ! »

JEAN-GUY PARENT, VAINQUEUR DE ROBERT BOURASSA

Une machine locale pour un « produit » local

■ Ce qui a fait la différence lundi dans le comté Bertrand, c'est la relève péquiste mise sur pied par l'organisation de Jean-Guy Parent. C'est aussi la présence soutenue de militants du milieu, capables de faire bouler de neige, contrairement à une organisation libérale venue de l'extérieur.

PIERRE BELLEMARE

« Nous, citoyens de Bertrand, étions mieux placés pour faire sortir le vote que les parachutés libéraux qui ne connaissent pas, la plupart du temps, les électeurs du comté », confiait hier Colette Audet, organisatrice du PQ dans Sainte-Julie. Là où le vote des femmes a été particulièrement sollicité, en matinée lundi, par l'armada péquiste.

Il faut comprendre aussi que le 3 juin dernier, lors de l'élection complémentaire mettant en opposition Robert Bourassa et l'ex-ministre Francine Lalonde, plusieurs « travailleurs fiables » du Parti québécois ont préféré les plaisirs de la piscine...

Ces supporters « infatigables » n'avaient pas le goût de se battre, l'été dernier. Non pas à cause d'un certain mépris à l'endroit de Mme Lalonde, mais plutôt en raison d'un certain essoufflement suscité par les tiraillements internes du PQ.

Serrer les coudes

Malgré tout, Mme Lalonde devait faire une lutte loyale et relativement serrée au leader libéral. Pendant ce temps, M. Bourassa se targuait d'avoir ouvert une brèche dans une forteresse péquiste. Un des rares bastions du « oui » au référendum de mai 1980.

L'élection du 2 décembre 1985, toutefois, se profilait sur une toute autre toile de fond. « Les péquistes se sont serrés les coudes. L'objectif : battre Bourassa », signale un autre organisateur péquiste, muet pourtant le 3 juin dernier. Rien n'a été ménagé alors du côté péquiste.

Question de fierté : le bastion péquiste que représente Bertrand devait survivre à la vague libérale appréhendée. Surtout que le porte-étendard du PQ, Jean-Guy Parent, était et demeure un « produit » local. Face à un « outsider » libéral soutenu par un « gang d'outsiders » libéraux. La fierté a un... comté. Celui de Bertrand.



Lundi, Jean-Guy Parent et son épouse ont célébré la victoire du maire de Boucherville sur le chef libéral, Robert Bourassa.

Ce faisant, les vieux routiers péquistes de ce comté préparaient donc une relève qui a su répondre à l'appel. « Les jeunes ont été regroupés au sein d'un comité autonome. Ils ont réalisé

ainsi un travail acharné. C'est consolant pour nous qui, bientôt, aurons à passer le flambeau », philosophe la vieille garde péquiste de Bertrand.

« Quand on est depuis neuf ans député du comté, explique-t-elle, on peut en faire autant, et même plus, mais plus rapidement. On connaît les groupes, les institutions et on sait mieux comment être efficace. »

Le député de l'Acadie a d'ailleurs augmenté la confortable majorité de près de 13 000 voix qu'elle avait acquise en 1981. Alors qu'elle avait alors obtenu 68 p. cent des voix, le dernier scrutin lui en donna plus de 73 p. cent (un peu moins d'électeurs ont voté cette fois-ci).

Thérèse Lavoie-Roux constate qu'elle devient, avec ses neuf ans d'expérience, la doyenne des femmes députées à l'Assemblée nationale (Lise Bacon, évue avant elle a subi une éclipse). « La politique, ça ne dure pas longtemps », réfléchit-elle.

De toutes ces années dans l'opposition, elle ne garde pas l'impression d'avoir perdu son temps. « Il est plus difficile de faire des choses utiles et intéressantes quand on n'a pas les commandes de décisions. Mais on peut rendre les projets de loi le plus « potables » possible, même si on n'en a pas le mérite. »

À 57 ans, avec derrière elle une expérience de travailleuse sociale, de professeur à l'Université de Montréal, de présidente durant huit ans de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Thérèse Lavoie-Roux franchit une nouvelle étape : celle du pouvoir. Elle y arrive en toute légitimité.

« J'ai peut-être acquis une expérience du Parlement qui me rend aussi très prudente et très modeste vis-à-vis les responsabilités du pouvoir. »

Charbonneau: la faute à Lévesque

■ La démission tardive de l'ex-premier ministre René Lévesque n'a pas permis au chef du Parti québécois, Pierre Marc Johnson, d'avoir assez de temps devant lui pour refaire l'unité du parti, mobiliser les troupes péquistes et rebâtir une organisation électorale solide.

MICHEL GIRARD

Voilà un des principaux facteurs qui, selon le député péquiste réélu dans Verchères, Jean-Pierre Charbonneau, explique la cuisante défaite que son parti a subie lundi soir.

Autre facteur majeur selon lui : « Après neuf ans de pouvoir, et surtout une crise économique où il nous fallu sabrer dans les dépenses publiques, il est évident que la population avait des comptes à régler avec nous. Et c'est ce qu'elle a fait, clairement. »

« Mais ce règlement de compte aurait pu être évité si Pierre Marc Johnson avait eu suffisamment de temps devant lui pour faire ses preuves comme premier ministre, refaire la cohésion dans le parti et recréer un dynamisme », ajoute le député.

Au lendemain de l'élection de M. Johnson à la tête du parti, il ne restait dans les comtés que les « clans Johnson ». Dans les semaines qui ont suivi, plusieurs militants sont revenus. « Mais le feu sacré leur manquait, explique M. Charbonneau. Plusieurs militants étaient démotivés. Finalement, on s'est retrouvé dans un grand nombre de comtés avec des organisations locales qui avaient peu d'expérience électorale. »

En dépit de ce balayage libéral, M. Charbonneau ne croit pas que le leadership de M. Johnson sera remis en cause.

« Il faut bien se rendre compte que sans M. Johnson, le PQ serait probablement rayé de la carte aujourd'hui. C'est sa forte popularité personnelle qui nous a permis de sauver les meubles. »

Quoi qu'il en soit, le député de Verchères estime qu'avec « la qualité » de ses 23 « survivants », le Parti québécois disposera tout de même d'une bonne équipe d'opposition.

Enfin, le PQ devra, à son avis, refaire la cohérence autour de son discours politique. « On aurait intérêt à se rallier autour d'objectifs politiques plus clairs, ce qui permettra à la population de se retrouver devant le contenu idéologique de notre programme politique. »

Thérèse Lavoie-Roux devient la doyenne des femmes à l'Assemblée nationale

■ Avec ses neuf ans d'expérience à l'Assemblée nationale, Thérèse Lavoie-Roux, députée réélue de l'Acadie, y devient en quelque sorte la doyenne des femmes. Si elle n'a pas eu l'impression de perdre son temps dans l'opposition, elle accueille avec beaucoup d'espoir le passage de son parti au pouvoir.

MARIANE FAVREAU

Y jouera-t-elle un rôle à titre de ministre ? Madame Lavoie-Roux refuse absolument de laisser percer quoi que ce soit qui influencerait le choix du premier ministre. Elle signale simplement qu'à sa connaissance, « M. Bourassa n'a pas d'engagement envers qui que ce soit ».

Quant à elle, elle acceptera de travailler « là où il pensera que je suis le plus utile ». Son nom circule dans divers milieux comme étant « ministériel », soit aux Affaires sociales, soit à la Condition féminine, ou même ailleurs.

Élue depuis 1976, l'ancienne présidente de la CECM, a joué un rôle dans la préparation et la présentation des programmes de son parti. Elle a été impliquée, notamment, dans les volets touchant la santé, les services sociaux, la condition féminine, les personnes âgées, la sécurité du revenu et la main-d'oeuvre.

Ce qui l'a amenée, durant la campagne électorale, à être active à l'extérieur de son comté. Elle n'a pas délaissé pour autant ses électeurs, faisant du porte-à-porte, des visites de centres commerciaux et des soirées-rencontres.



Thérèse Lavoie-Roux



À
L'ACHAT
DE

6/339

2 X 6 BOUTEILLES
DE 750 ml



chez



STEINBERG

Les articles annoncés dans cette page sont en réclame aux supermarchés situés dans la ville principale de diffusion de ce journal et sa proche banlieue. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Le texte prévaut en tout temps. Si un supermarché est à court d'un produit annoncé, veuillez demander un bon de garantie au comptoir d'information.

Cette promotion s'applique aux supermarchés Steinberg desservis par Pepsi-Cola Montréal. Les supermarchés Steinberg qui sont exclus: Châteauguay, Valleyfield, Sherbrooke, Granby, St-Hyacinthe, Ville de Québec, Thetford Mines, Trois-Rivières, Shawinigan, St-Jean, Sorel, Tracy, Victoriaville, Saguenay, Lac St-Jean, Côte Nord, Rimouski, Ile Perrot.

"Pepsi", "Pepsi-Cola", "Diet Pepsi" et "Diet Pepsi-Cola" sont des marques déposées de Pepsi Co. Inc. "Seven-Up", "7 UP" et "Diet 7 UP" sont des marques déposées de The Seven-Up Company, dont Seven-Up est un usager inscrit.



ou toute combinaison
des produits
Pepsi ou 7-Up.

ROBOTIQUE ET PRODUCTIQUE

Le meilleur moyen de résister aux assauts du libre-échange

Le Québec est bel et bien engagé dans la voie de la robotique et de la productique et, du reste, c'est à cette seule condition que ses entreprises résisteront aux prochains assauts du libre échange économique avec les États-Unis.

JEAN-PIERRE BONHOMME

Cette affirmation a été faite, hier, au congrès de la CFAO (conception et fabrication assistée par ordinateur), qui se déroule au Palais des Congrès jusqu'à demain, par le directeur du Centre québécois pour l'informatisation de la production, M. Roland Dugré, et par le président de la CFAO, M. Mario d'Avirro.

L'association CFAO réunit

plusieurs compagnies qui oeuvrent dans le domaine de la haute technologie industrielle. Les organisateurs ont saisi l'occasion du congrès pour réaliser une exposition des systèmes robotisés les plus raffinés, des instruments les plus merveilleux.

M. Roland Dugré a dit à LA PRESSE, au cours d'une entrevue, qu'à son avis le Québec est maintenant entré, bien que modestement, dans cet univers de la production ultra mécanisée. Les industries québécoises ont tenté une expérience en ce sens, il y a quelque sept ans, a-t-il expliqué, mais celle-ci s'est soldée par un échec. Le personnel qualifié, en effet, a fait défaut à ce moment-là et il n'a pu tirer profit des machines sophistiquées mises entre ses mains.

L'engagement massif du corps enseignant dans le domaine de l'informatisation, et à tous les niveaux, a-t-il dit, a changé les choses. Les Québécois peuvent maintenant s'ouvrir d'une manière créatrice et pratique à tout ce champ libérateur de la production des objets.

La main d'oeuvre québécoise, a soutenu M. Dugré, — celui-ci a jadis fondé l'École de technologie supérieure — est maintenant plus adaptée que la canadienne-anglaise au maniement des systèmes de production assistés par ordinateurs. Elle est à cet égard en train de « rattraper celle des États-Unis ». L'ingénieur a reconnu que la pénétration des systèmes de production informatisés est encore « assez lente », mais il a dit croire qu'elle augmentera dorénavant « exponentiellement ».



photos René Picard, LA PRESSE

M. Roland Dugré, directeur du Centre québécois pour l'informatisation de la production.

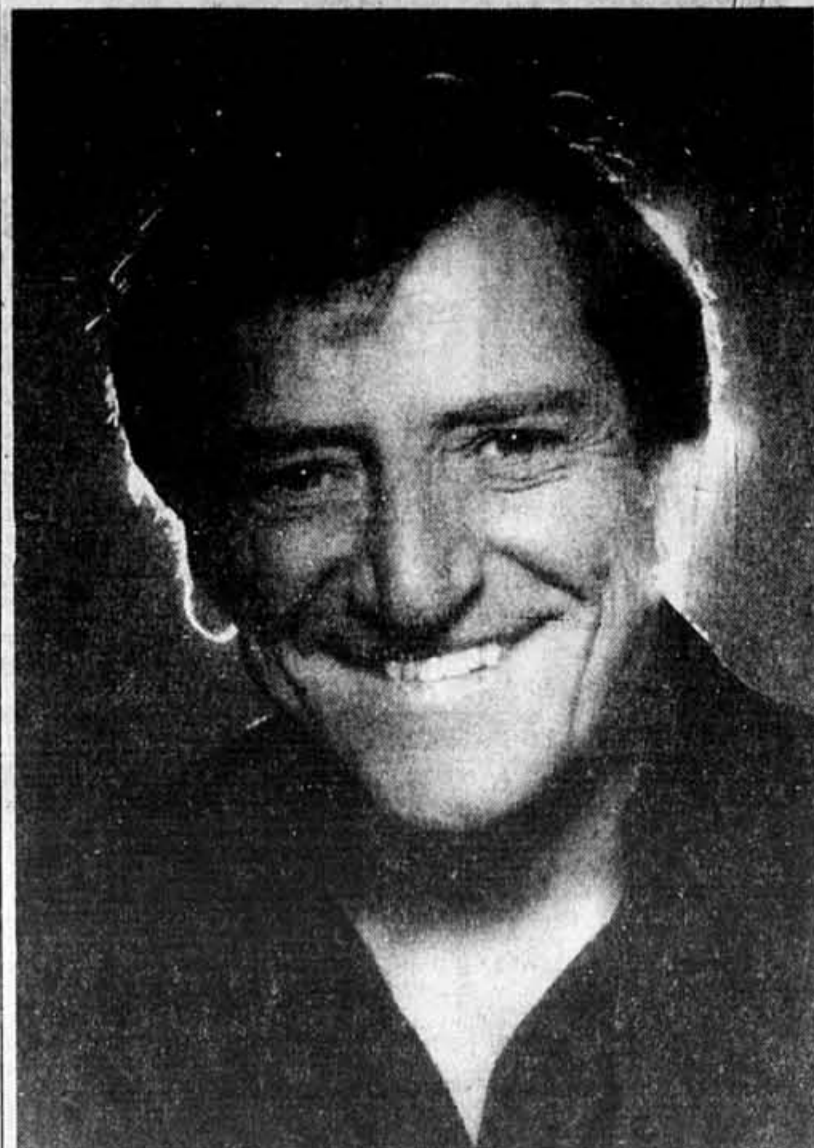
comme cela est arrivé avec la micro-informatique.

La résistance des cadres

Pour que l'implantation des systèmes FCAO réussisse, a dit M. Dugré, au cours d'une allocution, il y a lieu de vaincre la résistance des cadres d'entreprises et de modifier l'environnement organisationnel. Cela, a-t-il dit, est « plus important que les techniques visibles ». C'est tout le modèle taylorien de la production qu'il faut changer; il y a lieu de le remplacer par un autre qui prend en compte « la polyvalence, la créativité et la responsabilité des personnes ». Le principal investissement doit se faire dans la « culture générale » des employés qui deviennent alors des « outils quotidiens de production et de gestion pratiques ».

La démarche « productique », selon le néologisme, doit donc être « globale ». Quant aux moyens techniques mis à sa disposition, ils sont spectaculaires. Qu'on en juge. Avec un tour mécanisé Baxter, fabriqué en Ontario (le seul fabricant de machines outils à contrôle numérique canadien) assisté d'un système d'ordinateurs américains Prime, on a réalisé, en 22 minutes à partir d'un dessin fourni par votre serviteur, la conception et la réalisation d'une pièce de métal complexe. Avec des méthodes traditionnelles, la fabrication de la même pièce prendrait deux jours.

Le président de la CFAO a dit que si les petites et moyennes entreprises québécoises sont « menacées de mort » si elles n'ont pas prochainement recours aux techniques de pointe.

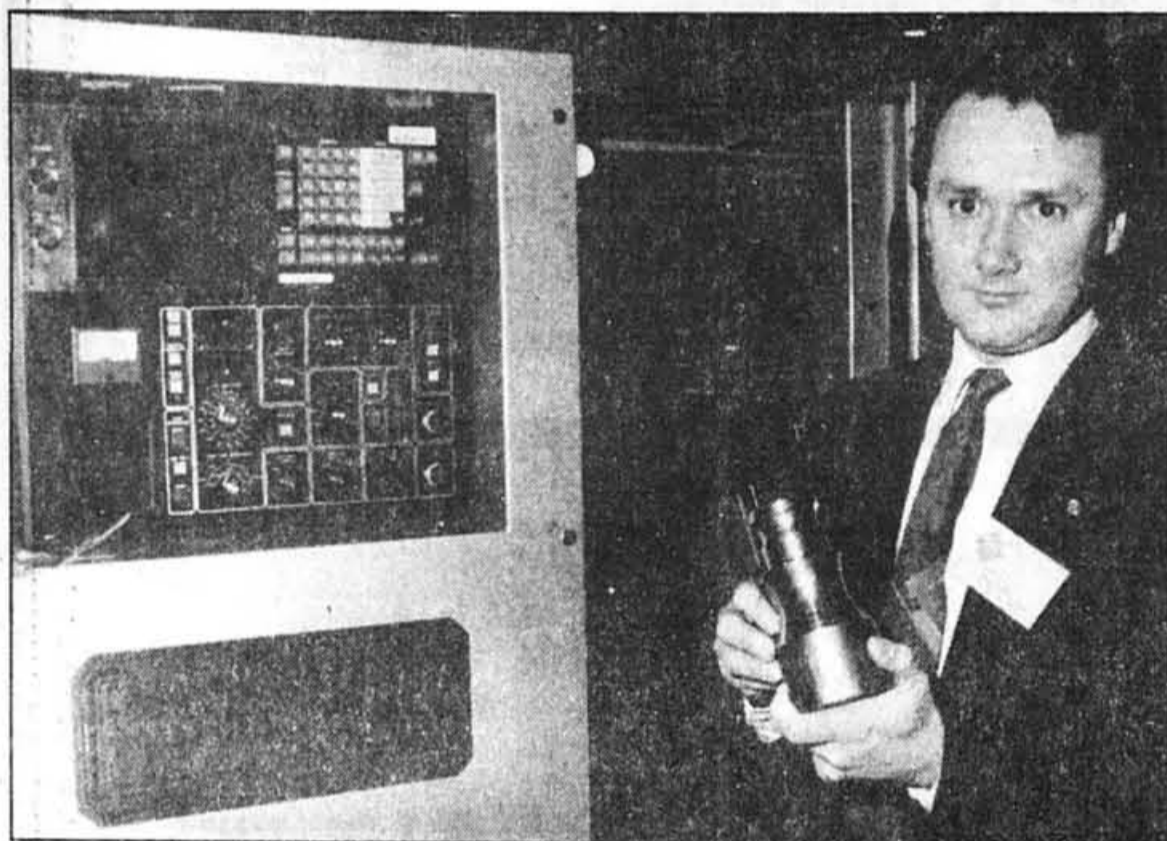


« Si je n'avais pas un jour trouvé de l'aide auprès d'une maison comme La Maison Jean Lapointe, je ne connaîtrais pas les joies que la vie m'apporte.

Je sais maintenant que l'alcoolisme est une maladie qui aurait pu me tuer et je ne bois plus. J'ai le goût maintenant de réussir dans la vie mais surtout de réussir ma vie et je pense être une preuve vivante que ce n'est pas nécessaire de mourir pour arrêter de boire. »

Pour en savoir plus long sur la Fondation Jean Lapointe, surveillez attentivement mon message dans

La Presse de samedi prochain!



L'organisateur du congrès FCAO, M. Yves Carmel, montre cette pièce, conçue et fabriquée pour LA PRESSE en 22 minutes; il faut deux jours pour réaliser cette pièce par des moyens conventionnels.

GRATUIT

208 films vidéo avec tout achat d'un appareil vidéo ou de \$500 et plus. À votre choix, à raison de quatre films par semaine sur une période de douze mois. (Selon la politique de la compagnie représentante)

MARCHÉ DE L'ÉLECTRONIQUE

CERTIFICAT DE CONFIANCE

- GARANTIES
- ÉCHANGE
- REMBOURSEMENT

Selon les termes et conditions mis en vigueur par le marché de l'électronique

FESTIVAL FISHER

FISHER

FM-38 Syntonisateur AM-FM stéréo
CA-38 Ampli stéréo 60 watts total
CA-38 Magnétophone à cassettes
MT-35CDG Tourne-disque semi-automatique
STC-805 Enceintes acoustiques à 2 voies

\$468⁸⁸

FISHER

MAGNÉTOPHONE À CASSETTES VHS
Modèle FVH-C810

- chargement frontal
- convertisseur de 105 canaux
- minuterie programmable
- 3 émissions/14 jours
- NÉCOMMANDE sans fil à 11 fonctions
- fonction d'image fixe en mode de lecture
- fonction de repérage avant et arrière
- choix de trois vitesses de défilement de la bande
- rebobinage automatique

\$498⁸⁸

FISHER

ACS-400D Ampli-égalisateur 60 watts
Syntonisateur digital 8 mémoires
Double cassette haute vitesse
Tourne-disque semi-automatique
Lecteur de disques au laser
Enceintes acoustiques à 3 voies

\$998⁸⁸

NOUS AVONS CE QU'IL VOUS FAUT, "ÇA C'EST CERTAIN!"

MARCHÉ DE L'ÉLECTRONIQUE

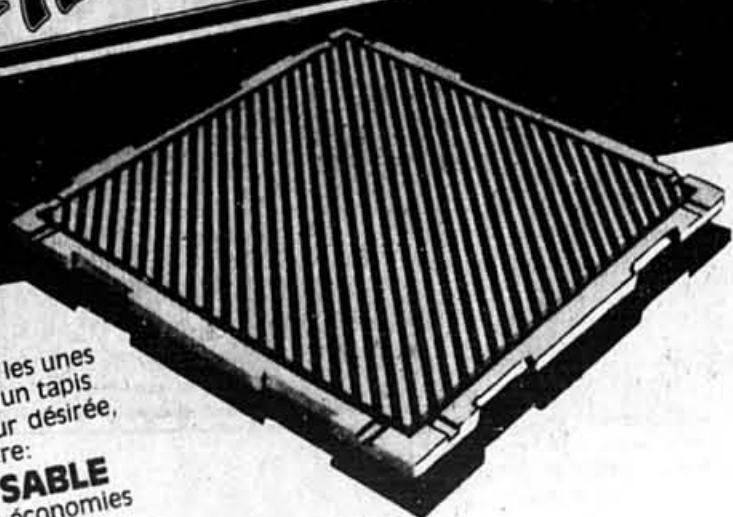
6060 MÉTROPOLITAIN EST
SORTIE LACORDAIRE
Téléphone 253-1122

999 Boul. TASCHEREAU GREENFIELD PARK (LE SQUARE SUD) Téléphone 465-1555	3460 Boul. DES SOURCES WEST-ISLAND (PLACE DU MARCHÉ) Téléphone 685-3600	381 Boul. DES LAURENTIDES LAVAL (PONT-VIAU) Téléphone 889-0809
--	--	--

36 mois pour payer / aucun dépôt VISA - MASTERCARD - CHEQUES acceptés

NOUVEAU
Tapis d'entrée pour édifice et commerce
Des mêmes concepteurs du célèbre tapis d'automobile
SAUVE PANTALON voici la nouvelle tuile révolutionnaire

Sec&net



Ces tuiles assemblées les unes aux autres forment un tapis d'entrée à la grandeur désirée, lequel récupère:

NEIGE, EAU, SABLE
Vous faites alors des économies substantielles d'entretien



Chaque tuile:
Couleurs Sable Brun Gris
Longueur 30 cm (12")
Largeur 30 cm (12")
Hauteur .64 cm (1/4")
Poids 600 grammes
Capacité 250 ml d'eau
Température: -10° C 30° C

DISPONIBLE CHEZ:

CASTOR BRICOLEUR, WOOLCO, PASCAL, ZELLERS, K MART, RONA, PHARMAPOP CADIEUX, RAVARY,, GOINEAU & BOUSQUET, PRO-HOME, BRICO-CENTRE, PHARMACIE SARRAZIN-CHOQUETTE



DU CÔTÉ DE LAVAL

Jean-Paul Charbonneau

Plus que jamais vers une région Laval/Bloc-Nord

■ Même s'il dit s'être toujours bien entendu avec le gouvernement du Parti québécois, le maire Claude Lefebvre croit qu'avec l'arrivée des libéraux au pouvoir, la région administrative Laval/Bloc-Nord va voir le jour plus rapidement.

Durant la campagne, les candidats libéraux lavallois, devenus députés depuis, se sont prononcés en faveur d'une telle région. Lise Bacon avait même déclaré qu'au début elle souhaitait que Laval constitue une région en soit, mais que, devant le potentiel économique que représentait un regroupement de plusieurs Municipalités régionales de comté (MRC), elle favorisait maintenant un jumelage de manière à créer une région administrative Laval/Bloc-Nord.

Les principaux opposants à cette création, MM. Élie Fallu et Robert Dean, ont été défaits lundi. Il semble maintenant que seuls les maires Michel Gagné et Paul Mercier, respectivement de Boisbriand et de Blainville, sympathisants bien connus du Parti québécois, demeureraient contre ce projet.

De plus, il ne faudra pas attendre encore bien longtemps pour que Laval ait son Conseil régional des services sociaux et de la santé (CRSSS), seule ou avec des municipalités regroupées dans la future région Laval/Bloc-Nord.

Un pavillon du cégep Montmorency dans l'Est de Laval

■ La direction du cégep Montmorency a entrepris des démarches en vue de décentraliser ses services et d'offrir des cours à partir d'un pavillon qui s'élèvera dans la partie est de Laval, plus précisément dans le comté Mille-Îles.

Selon le directeur général du seul collège d'enseignement général et professionnel de Laval, M. Denis Latour, les locaux actuels sont devenus trop petits. Actuellement, quelque 10 000 étudiants — 4 300 à l'enseignement régulier et environ 6 000 à l'éducation des adultes — fréquentent cette institution.

Le nombre des étudiants n'a cessé d'augmenter au fil des années à Montmorency. C'est maintenant l'un des cégeps les plus recherchés par les finissants du secondaire.

Au lieu d'agrandir l'immeuble du boulevard de l'Avenir, la direction de ce collège préfère offrir des services ailleurs, plus précisément dans l'Est, et répondre ainsi à une clientèle grandissante dans ce secteur.

Dans un premier temps, les cours offerts dans le nouveau pavillon seront pour les adultes.

Transport en commun: entente avec des Moulins

■ Tout indique que la Société de transport de Laval (STL) et la Corporation inter-municipale de transport de la MRC des Moulins soient sur le point de signer une entente concernant le transport en commun.

Avec cette signature, seulement la CIT de Thérèse-de-Blainville n'aura pas encore paraphé d'entente avec la STL. Il semble toutefois que dans ce secteur on ait demandé une autorisation spéciale à Québec et que les lettres patentes créant officiellement cette CIT ne soient pas encore arrivées à la MRC Thérèse-de-Blainville.

«Le Bar Ouvert» au cégep Montmorency

■ «Le Bar Ouvert», programme de prévention de l'alcoolisme, sera présenté au cégep Montmorency du 9 au 13 décembre. On aménagera à cette fin dans l'agora du collège un kiosque où, notamment, sera présenté un vidéo simulant une conversation entre un barman et un client.

Réalisé par l'Institut de recherche clinique de Montréal et mis de l'avant par la brasserie Molson, le programme vise à confronter les jeunes avec des situations réelles découlant de l'alcoolisme et à les inciter à faire les choix les plus sages.

Gala de la CSMI

■ La Commission scolaire des Mille-Îles marquera la fin de l'Année internationale de la jeunesse par un grand gala sous le thème «Chantons seize mille idées». L'événement se tiendra à la salle André-Mathieu.

La commission profitera de l'occasion pour souligner l'excellence de 17 élèves qui se sont distingués au cours des derniers mois.

L'orchestre symphonique de Laval sera de cette soirée.

De choses et d'autres...

■ Cent treize patinoires extérieures seront à la disposition des Lavallois cet hiver aux quatre coins de l'île. Pour la pratique du hockey, il y en aura 63, pour le patin libre, 46 et pour le patinage de promenade, deux. La saison s'échelonne du 21 décembre au 21 février, soit sur une période de neuf semaines... Une erreur s'est glissée dans les lettres de félicitations envoyées par le député fédéral Vincent de la Noce aux élus des élections municipales de Laval.

M. Ernest Sabourin, seul candidat défait du Parti du ralliement officiel des Lavallois, a reçu une lettre de félicitations! On dit que M. Sabourin, beau-frère du maire, ne l'a pas trouvée tellement drôle... Même si les libéraux ont été portés au pouvoir et que l'île Jésus est devenue rouge, il semble, selon des informations dignes de foi, que la construction du pont reliant la partie est de Laval et Saint-Léonard n'est pas pour demain.

Ces mêmes informateurs indiquent par ailleurs que le projet d'un centre multi-sport mis de l'avant par le maire Lefebvre verra bel et bien le jour. Ce complexe a été promis à la fois par Bernard Landry, du PQ, et Guy Bélanger, du PLQ, durant la campagne électorale...

Certains citoyens de Laval devront encore une fois aller aux urnes lundi prochain, cette fois pour se choisir un commissaire d'école.

En avant-première à notre
Vente à tout casser
Pour vous messieurs,
un solde prestigieux!

Jusqu'à **40%** de rabais
sur une magnifique sélection de vêtements
de notre boutique **Le Président**

JUSQU'À 40% DE RABAIS

sur vêtements sport sélectionnés
Vêtements sport sélectionnés dans un choix de couleurs, tissus et tailles. Chemises, ord. \$55 à \$65, **29.99 à 38.99**. Pantalons tout-aller, ord. \$100 à \$115, **59.99 à 68.99**. Chandails, ord. \$70 à \$200, **44.99 à 129**

40% DE RABAIS

sur chemises de ville
Modèles sélectionnés en pur coton pour la plupart. Couleurs assorties. 14 1/2 à 17. Diverses longueurs de manches. Ord. \$55 à \$65, **32.99 à 38.99**

40% DE RABAIS

sur cravates en pure soie
Motifs fantaisie et imprimés en gris, marine, rouge vin et autres. Ord. \$35, **19.99 ch.**

33 1/3% DE RABAIS

sur complets ou vestes sport en pure laine
Modèles sélectionnés de fabricants renommés. Le choix des couleurs comprend marine, gris, brun. Régulier, 38-46. Petit 38-42. Grand 40-42. Ord. \$295 à \$675, **\$195 à \$449**

Achats en magasin seulement.
Le Président, rayon 323, centre-ville Montréal seulement.
En vigueur jusqu'au 14 décembre.

DEMANDEZ-NOUS N'IMPORTE QUOI... OU PRESQUE, À LA BAIE!

En vous procurant l'oursin Nicolas, vous contribuez à la recherche sur les maladies de l'enfance

Lors d'un achat de 50 \$ ou plus à la Baie, vous pourrez acheter pour seulement 9.99 notre bel oursin de Noël. Et pour chaque vente de ce toutou, la Baie versera 1 \$ à

l'hôpital Ste-Justine de Montréal ou au Montreal Children's Hospital. Nicolas vous attend à n'importe quelle caisse de votre magasin la Baie.



la Baie

ACCIDENT NUCLÉAIRE
Distribution de pilules anti-radioactives

■ LONDRES (AFP) — Des pilules anti-radioactives ont été distribuées aux employés d'une centrale nucléaire où une fuite radioactive avait été constatée, a confirmé hier la compagnie nationale britannique d'électricité CEGB.

Les pilules d'iodate de potassium, dont le rôle est de protéger la glande thyroïde, ont été distribuées vendredi aux 500 employés de la centrale de Point B de Hinkley, dans le Somerset (Sud-Ouest de Londres), où huit tonnes de dioxine de carbone, un gaz de refroidissement, se sont échappées d'installations en cours d'entretien, a précisé le CEGB (Central Electricity Generating Board).

Deux pilules par personne ont été administrées, selon la même source. Le porte-parole du CEGB a affirmé que l'initiative n'avait rien d'exceptionnel et qu'il s'agissait avant tout d'une mesure de précaution. Cela ne veut pas dire qu'il y avait un danger de radioactivité et il n'y avait aucune raison de distribuer ces pilules à la population avoisinante, a précisé le porte-parole.

Des stocks de pilules d'iodate de potassium sont conservés dans toutes les centrales nucléaires et les médecins sont autorisés à effectuer des distributions à la population en cas de nécessité, a ajouté le CEGB.

Ottawa aidera les victimes, en majorité américaines, des inondations du lac Érié

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral de l'Environnement, M. Tom McMillan, a promis l'assistance financière d'Ottawa aux victimes des inondations du lac Érié, hier, dès que la demande en sera formulée par le gouvernement de l'Ontario.

M. McMillan a signalé que les gouvernements n'avaient rien pu faire pour prévenir les inondations, puisqu'elles dépendaient de causes naturelles.

Aux pluies tombées à l'excès dans cette région depuis les deux derniers mois, a-t-il rappelé, doivent s'ajouter les grands vents de lundi après-midi qui ont projeté des vagues de deux à trois mètres sur les rives du lac.

La plupart des maisons inondées appartiennent à des Américains; qui ne s'y rendent que l'été. Elles sont surtout situées entre Lowbanks et Fort Erie.

Les dégâts s'élevaient à des millions de dollars.



Cette maison inondée de Long Point, en Ontario, est secouée par les assauts des vagues de deux à trois mètres qui ont envahi les rives du lac Érié hier.

laserphoto CP

RESTEZ EN BONNE CONDITION

Bains Turcs Colonial

Uniques à Montréal. Système de chaleur de cailloux naturels. Établi depuis 1914.

BAINS TOURBILLONS OUVERTS TOUS LES JOURS

Journée pour dames, mardi de 13 h à 21 h

3963, Coloniale • Stationnement gratuit

285-0132

Presentez ce coupon et obtenez 25% de rabais. Limite de 1 coupon par client. Valable du 4 au 18 décembre.

EN AVANT-PREMIÈRE À NOTRE VENTE À TOUT CASSER: élégants peignoirs et pyjamas tout confort à offrir à l'homme de votre vie

JUSQU'À 1/3 DE RABAIS



QUE SE PASSE-T-IL À LA BAIE?

Déjeuners avec le Père Noël

Le Père Noël est à la Baie et vous invite à venir prendre le petit déjeuner avec lui, les samedis 14 et 21 décembre au restaurant La Chaumière. Billets en vente au comptoir Ticketron (centre-ville Montréal) ou au Service à la clientèle (autres succursales). Lisez les journaux pour en savoir plus long.

2.99 par personne



39.99 ch.

1/3 de rabais sur peignoir en jersey velours
Un cadeau idéal. En jersey velours 80% coton/20% nylon. Lie de vin, marine, noir, taupe, bleu, fusain, vert. Avec deux poches appliquées. Taille unique. Ord. \$60.

19.99 ch.

RABAIS SUR PYJAMAS BAYCREST UNIS OU FANTAISIE
23% de rabais sur pyjamas à motifs fantaisie
Haut à boutons, pantalon de coupe régulière. Couleurs et motifs fantaisie assortis. 65% polyester/35% coton. P.M.G.T.G. Ord. \$26.
20% de rabais sur pyjamas unis Modèles Baycrest, confectionnés au Canada. Haut à boutons, pantalon à braguette. Teintes assorties. 65% polyester/35% coton. P.M.G.T.G. Ord. \$25.
16% de rabais sur pyjamas douillet
Unis ou fantaisie. Finette pur coton. P.M.G.T.G. Ord. \$24.

9.99 l'ens.

Paquet de 2 caleçons Playboy à prix spécial
Un cadeau qu'il appréciera! Confortables caleçons Playboy en pur coton dans une grande variété de tons unis. Dans une jolie boîte prête à déposer sous l'arbre. P.M.G.T.G. Vêtements pour hommes, rayon 360

DEMANDEZ-NOUS N'IMPORTE QUOI... OU PRESQUE, À LA BAIE!

En vous procurant l'oursin Nicolas, vous contribuez à la recherche sur les maladies de l'enfance

Lors d'un achat de 50 \$ ou plus à la Baie, vous pourrez acheter pour seulement 9.99 notre bel ourson de Noël. Et pour chaque vente de ce toutou, la Baie versera 1 \$ à

l'hôpital Ste-Justine de Montréal ou au Montreal Children's Hospital. Nicolas vous attend à n'importe quelle caisse de votre magasin la Baie.



la Baie